LEMA

EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°182 Zkia - Octobre 2013ko Urria

HILABETEKARIA
MENSUEL : 2 €

L'avenir de nos jeunes ?

Gure gazteen geroa eraikiz

Catalogne
p. 2

Jean Haritschelhar
p. 4-5

Lema Eguna
p. 19

Manuel Valls
p. 20

www.eaj-pnb.eu

Jeltzaleak / Les Démocrates Basques

eaj pnb

Un pas de plus vers... la Catalogne

Une fois de plus la mobilisation des Catalans (1,6 millions réunis pour la chaine humaine du 11 septembre dernier) a montré que le sentiment indépendantiste reste fort. Mais qu'en sera-t-il le jour du réferendum que compte organiser le gouvernement catalan en 2014 ?

L'an passé, ils étaient un million à défiler dans les rues de Barcelone pour l'indépendance de la Catalogne. Cette année, le même jour de la diada (fête nationale), ils étaient 600 000 de plus à former une chaine humaine du nord au sud de la Catalogne (le Roussillon n'était pas inclus).

Deux démonstrations de force qui montrent la détermination des catalans. Et qui renforce le gouvernement de coalition nationaliste dans son projet de convoquer un referendum pour ou contre l'indépendance en 2014.

Le problème, c'est que l'Espagne ne veut pas en entendre parler. Et les arguments fusent : Inconstitutionnel ! Antidémocratique (il faudrait faire voter l'ensemble des Espagnols) ! Irréaliste ! L'Europe n'acceptera jamais une Catalogne indépendante en son sein !

Et Joaquim Almunia, l'un des commissaires européens, est allé dans ce sens en disant : « *si une partie du territoire d'un Etat membre décide de se séparer (de cet Etat membre), alors la partie sécessionniste ne fait plus partie de l'Union* ».

A noter qu'il est étrange tout de même, que quelqu'un soit juge et partie dans cette affaire : Joaquim Almunia est élu socialiste espagnol !

Le pragmatisme européen

Mais l'Europe ne saura-t-elle pas plutôt faire preuve de pragmatisme le moment venu, comme elle a su le faire en accueillant les anciens états communistes d'Europe de l'est ? Alors que leur intégration était (est ?) encore plus difficile que dans le cas de la riche et très ouverte Catalogne.

D'autres esprits chagrins ne voient dans le mouvement catalan qu'une affaire d'égoïsme et de «gros sous». Pourtant, peut-on reprocher à quelqu'un de vouloir être maître de ses finances ?

Le problème, c'est que la Catalogne n'a pas su faire le pas de l'autonomie financière lors de la transition démocratique après la disparition de Franco. Là où les Basques, avec le gouvernement EAJ-PNB, s'engageaient dans la voie de l'autonomie financière poussée au maximum, les Catalans ont préféré la prudence en restant sous le « parapluie » financier espagnol.



Une grande ferveur populaire pro-État catalan

Mais aujourd'hui où la crise frappe durement l'ensemble de l'Etat Espagnol, et la riche Catalogne, le sentiment de ras le bol explose. L'Etat central espagnol est accusé de prélever trop d'argent à la Catalogne pour l'utiliser ou le redistribuer ailleurs. En résumé, les Catalans estiment qu'ils ne seraient pas tant en difficulté s'ils pouvaient contrôler leurs finances comme les Basques, qui s'en sortent mieux.

Vers un referendum en 2014

Cette poussée indépendantiste s'est retrouvée dans les urnes en 2013 lors d'élections régionales anticipées. La coalition nationaliste modérée de centre droit de CIU a viré en tête mais a perdu du terrain au profit des indépendantistes radicaux et de gauche d'ERC.

Sentant le danger, le Partido Popular (droite espagnole) a lancé une proposition d'alliance anti-indépendantiste à d'autres partis, Ciutadans, Parti Socialiste de Catalogne ou UDC (centre droit). Mais les deux derniers ont refusé, puisqu'ils comptent aussi dans leurs rangs des... indépendantistes !

Reste maintenant le grand rendez-vous promis par le gouvernement catalan de coalition CIU-ERC : le referendum de 2014.

Quelle sera l'attitude des électeurs catalans devant le boulevard qui s'ouvre à eux et ce saut dans l'inconnu ? Un pas en arrière, comme l'avait fait les québécois lors des deux referendum pour l'indépendance ? Ou s'appuyant sur l'exemple écossais (un référendum sur l'indépendance aura lieu en septembre 2014), ils choisiront le pas en avant ?

A moins que le gouvernement espagnol n'utilise tous les mécanismes judiciaires possibles pour retarder l'échéance ?

Quoi qu'il en soit, en 2014 les Catalans auront un grand rendez-vous avec la Catalogne.

Batxugaitz

Dépasser le scepticisme

La gauche au pouvoir à Paris allait faire bouger les lignes de la décentralisation, et entendre la voix du Pays Basque, relayée par ses élus locaux ; la gauche au pouvoir allait faire ratifier la charte européenne des langues régionales et leur ouvrir de nouveaux horizons ; la gauche au pouvoir allait faciliter la résolution du problème de la violence. Promesses ou simples espoirs, le constat est amer pour celles et ceux qui ont fait confiance aux socialistes pour donner un nouvel élan à nos revendications. Il est vrai que la déception est encore plus grande sur le champ social et économique.

En cette rentrée politique, les clignotants sont au rouge : on pouvait penser que le zèle du sous-préfet de Bayonne dans l'affaire de l'ikastola d'Hendaye n'était que la conséquence de maladresses et de réglements de compte locaux. C'était sans compter sur la lettre d'observation adressée au maire de Briscous. Cette fois, ce n'est plus un hasard. Initiative isolée d'un représentant de l'Etat en Pays Basque ? Qui peut le croire aujourd'hui. Cela ressemble de plus en plus à une offensive en règle contre l'enseignement de l'euskara, au nom d'une laïcité qui n'a rien à voir avec les langues régionales. Face au recul de l'Etat sur la politique linguistique, EAJ-PNB propose un « statut territorial pour l'euskara », dans la perspective d'une reconnaissance progressive de notre langue, avec en ligne de mire l'officialisation, dont le Conseil régional d'Aquitaine pourrait s'emparer, à l'image de l'assemblée de Corse.

Sur le front institutionnel, la porte s'est refermée brutalement sur le projet de Collectivité territoriale Pays Basque. Il n'y aura rien pour Iparralde dans la prochaine loi sur la décentralisation. La capacité d'imagination du Gouvernement semble s'être arrêtée aux portes du Grand Lyon. La période estivale a permis aux députés et sénateurs du Pays Basque de «digérer» le camouflet infligé par le Ministre Valls et de faire oublier la calamiteuse cacophonie socialiste autour des amendements parlementaires de printemps. Jamais revendication institutionnelle n'aura été aussi consensuelle et jamais partition musicale n'aura été aussi mal jouée. L'Etat a finalement la partie belle en offrant au Pays Basque, sur le ton du chantage, la reconduction de la convention de développement. Faute de grive, on mange du merle. Faute de palombe, on tire le pigeon.

Le temps électoral rattrape le temps politique. Les élections municipales vont rapidement atomiser le débat public. Le dernier trimestre sera celui des tractations, des marchandages, du bal des ambitions. Les abertzales doivent apporter dans ces élections leur bon sens, leur connaissance du terrain mais aussi leur vision de «pays».

Pour EAJ-PNB en particulier, l'enjeu est de taille. Nos élus ont fait leur preuve dans de nombreuses majorités. Nous devons relever le défi et transformer l'essai, en apportant notre compétence, notre vigilance, mais aussi notre loyauté dans les équipes municipales de demain.



Haritschelhar Baigorriko Haritza zendu da

Iparraldearendako eta E.H. osoarendako galtze handi bat izan da Haristchelhar-en heriotza, Irailaren 1ean 90 urte zituelarik. Euskararen eta Euskal Kulturaren langile eta sortzaile handi bat izan da bere bizi guzia. Ez bakarrik buru lanean baizik eta egintza askotan izan da buru.

Oso gizon atsegina eta maitagarria izan da umore ona denetan zabaltzen zuela. Zinez jendekina zen, nahiz behar zenean bazakien boza altxatzen bereziki autoritaten aitzinean euskara eta Euskal Herriaren defentsan. Bere sorterria, Baigorri biziki maite zuen, nahiz Angelun Elorrieta etxe ederrean bizi zen askotan joaiten zen sorterrira.

Fededun handia ere izan da Haritschelhar. Zenbat aldiz ez du parte hartu Baionako San Andres-eko euskal mezan igandetan. Kantuz artzea maite zuen bai elizan bai elizatik kanpo. Azken denboretan mezako kantuen zuzendari bezela ere aritu da. Bere ehorzketako irakurgaiak ere berak hautatuak zituen : Estebe Baigorriko patroinari buruz bat eta artzain onarena bestea.

Bere biziko ibilbidea

Baigorrin sortua Ponttoenean, 1923ko maiatzaren 13n, lehen klaseak hor berean, herriko eskolan, egin zituen. Ikasle ona izan zen ttipitik eta Saint Cloud-ko goi mailako Eskola Normalean sartu zen 1945ean. Gaztelerazko agregazioa ardietsi zuen irakasle izateko Lizeoetan, hala nola Agen-en eta gero Bordaleko unibertsitatean. 1949ean, Parisen ezkondu zen Colette Neveu anderearekin eta 3 haur ukan zituzten. 1962n berriz jin zen E.H.ra bere familiako egoitza Elorrieta, Angelun eraikiz. Bordaleko Unibersitatean irakasle laguntzaile bezala sartu zen.

René Lafon-ek muntatua zuen euskara katedra eta haren lankide izan zen, geroago katedraren arduradun izan arte. Orduan ere hasi zuen Barkoxeko Etxahun-ez egin zuen ikerlana doktore tesiarendako. Etxahun-en obraren edizio kritiko zorrotza ere argitaratu zuen Ikertzaile gisa ahalmen handia erakutsi zuen. Euskaltzaindiak 1962n hautatu zuen euskaltzain bezala eta 1966etik 1988 arte presidente orde egon zen. 1989ean presidente hautatua izan zen, Villasante- ren segida hartuz. Lehen aldia Iparraldeko bat Akademiaren buru zela.



Lota Jauregia, EKEren egoitza

Haritschelhar euskararen militante

1962n Grenet Baionako alkateak izendatu zuen Euskal Erakustokiaren buru. 24 urtez egonen zen Museoaren zuzendari eta lan anitz egin zuen euskal dokumentazioa bilduz eta Bulletin du Musée basque berpiztuz. Orroitzen naiz bere atea beti irekia zuela eta Museoa ere bai euskal elkarteri. Zenbat Seaskaren bilkura eta hitzaldi ez da hor egin. Ajuriaguerra psikiatra famatuak eman zuen hitzaldi bikain bat haurraren eboluzioaz, beste behin muntatu ginuen mintzaldi eder bat euskal departamenduaz Jacques Saint Martin ekonomia ganbarakoa eta Haristchelar-en artean erakusteko bai ekonomiak bai euskarak bazutela departamendu baten beharra. Ikas zentroa ere bultzatu zuen. Pizkundea elkarte garrantzitsua muntatu zuen 1980n kultur elkarteetako lagunak bilduz. Oso garrantzitsua izan zen zeren horri esker moldatuko baitzen EKE. Aro berri bat ari zen irekitzen, Haristchelhar-ek senditzen zuen eta nahi zuen euskarak eta kulturak hori balia zezaten. Kultur Ministeritzak lehenik sor arazi zuen Euskal Herriko kultur Zentroa 1985ean. Baina euskararen tokia nahiko murriztua zen eta deliberatu zen administrazio kontseilutik joanen zirela Paris-eko Kultur Ministeritzara J. Haristchelhar, Jakes Abeberry eta Txomin Heguy zuzendaria. Irabazi zuten : 1990 eko apirilean xutik zen EKE, euskarak bere toki osoa zuelarik hor.

Euskal sailaren muntatzaile Unibersitatean

Haristchelhar-ek beti xekatu du goren maila euskara eta E.H.mailan.

Hala nola nahi zuen euskarak unibersitateko maila ukan zezan bai erakaskuntzan bai ikerketetan. 1980ean erreusitu zuen muntatzea Iker zentroa CNRS eta Unibersitatea elgarrekin lotuz. Orduz geroztik Baionan dago zentro hori eta fruituak emaiten ditu.

Herria astekarian beti parte hartu du P.Lafitte-n denboratik. Luzaz 2 kronika ereman ditu : Telebista leihotik sail kritikoa eta bereziki Gehexan Ponttoren billet interesantea. Bere izena baitzen Jean Gratien (Gehexan) eta Ponttoenia bere sor etxearen izena .

Pilota ere biziki maite zuen Baigorriko taldearekin Frantziako Txapeldun izan zen1943n, gazte zelarik eta Pilota errebista berak sortu zuen. Erran behar da ere Baigorriko alkate izan zela 9 urtez (1971-1980). Bi euskaldun gazte hil zirelarik bonba bat erabiltzean (bat Itsasuarra bestea Baigorriara) kontzientziak manatzen zion bezala Baigorrin hil-mezan parte hartu zuen. Bere ekipako guziak kontra jarri zaizkion (« zilo bat sortu da gure artean zion »). Orduan utzi zuen alkate postua eta libro izan zen beste egintza asko eta asko egiteko.

Holakoa zen Jean Haristchelhar, itzal handikoa, jendeak maite zituen, errespetua sorarazten zuen eta besteri erakusten, ezin ahantzia ezagutu dutenendako.

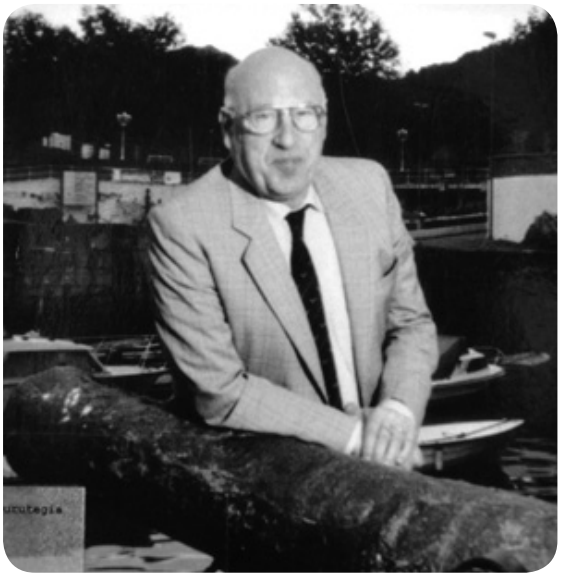
Zinez fruitu ederrak eta ugariak eman ditu. Egun handirarte Jean !!

Ramuntxo. Kanblong

Jean Haritschelhar (1923-2013)

Au-delà de la somme d'hommages rendus à juste titre à Jean Haritschelhar, au-delà de sa carrière exemplaire, de ses hautes fonctions, de ses titres et de ses récompenses, je voudrais insister sur son côté humain, sur ce qui en faisait un personnage extraordinairement attachant.

Jean Haritschelhar était proche des gens. Comment aurait-il pu en être autrement pour lui, fortement ancré dans ce Baigorri qu'il aimait tant, avec un père tailleur, un grand-père douanier et une grand-mère institutrice ? Certes, il a pu parler au président de la République, il a pu côtoyer le Roi d'Espagne et la Reine, mais il n'aurait voulu, pour rien au monde, renier ses origines de la vallée des Aldudes, sa condition de bas-navarrais conscient et fier de son identité.



Jean Haritschelhar, ponttokeriak

Il fut tout d'abord comme beaucoup de ses jeunes compatriotes, un pilotari, champion de France de rebot à 20 ans, avec son équipe de la Zaharrer Segi de Baigorri. Plus tard, il lui paraitra normal de maintenir et de transmettre cette tradition, si essentielle en Pays Basque et il s'investit avec bonheur dans la revue Pilota dont il fut l'un des fondateurs en 1970 et dans ce club des anciens champions, Pilotarien Biltzarra dont il fut le Président et dont il n'aurait pas manqué pour un empire, le banquet annuel.

Catholique fervent, comme encore la majorité de ses compatriotes, il resta fidèle à ses idées de l'adolescence, au personnalisme d'Emmanuel Mounier. Ce courant ne cherchait-il pas justement à mettre au premier plan, la personne humaine ? Il y a quelques années, il offrit à la Ville de Biarritz pour sa médiathèque, la collection complète de la revue de ce courant, Esprit, dont le premier numéro date de 1932.

Fidèle au personnalisme

Il fut aussi et peut-être surtout, un enseignant et un pédagogue hors pair. Sa carrière, commencée avec le Certificat d'Etudes Primaires, se poursuivit à l'Ecole Normale de Saint-Cloud, jusqu'à l'agrégation d'espagnol en 1952. D'une vaste culture, il était capable d'explications de textes, « à l'ancienne », d'une clarté et d'une limpidité incroyables, qu'il s'exprimât en euskara, en espagnol ou en français. Encore l'automne dernier, lors d'un Colloque organisé par Eusko Ikaskuntza, il époustoufla son auditoire à Barcus avec deux conférences de haute volée sur le poète souletin Pierre Topet-Etchahun (1785-1862). Il y avait là du bonheur et la passion de transmettre. Et chacun dans l'assistance de se sentir enrichi.
J'eus la chance d'assister en juillet 1969, à la soutenance des thèses de Jean Haritschelhar précisément sur ce « poète maudit », à l'ancienne Faculté des Lettres de Bordeaux, cours Pasteur. Les thèses de Lettres n'étaient en rien des formalités ; elles lui demandèrent plus de dix ans de travaux. La Société des Amis du Musée Basque eut le bon goût de publier rapidement les deux thèses : la thèse principale sur la vie du poète et la thèse complémentaire sur son œuvre. Le jour de la soutenance, venu spécialement de Bayonne pour l'occasion, lorsque je repris le train le soir, les discussions avec le jury, commencées tôt le matin, n'étaient pas encore terminées sous les voûtes de la vénérable institution !
Il a été aussi un « passeur », un ambassadeur de luxe dans les relations depuis plus d'une trentaine d'années entre Hegoalde et Iparralde. L'un des premiers, il avait compris l'apport important que constituait le nationalisme institutionnel de Hegoalde pour la culture et l'économie d'Iparralde. Combien de messages a-t-il pu faire passer d'un côté à l'autre ? Combien de difficultés a-t-il pu aplanir grâce à sa proximité avec les lehendakaris successifs d'EAJ-PNV qu'il s'agisse de Karlos Garaikoetxea, de José Antonio Ardanza, de Juan José Ibarretxe ou d'Iñigo Urkullu ? Les anciennes Conseillères à la Culture du Gouvernement Basque Mari Karmen Garmendia et Miren Azkarate ont dit lors de ses obsèques, qu'elles perdaient un très grand et très fidèle ami.

Un solide coup de fourchette

Jean Haritschelhar était enfin un personnage chaleureux et convivial. Doté d'un solide coup de fourchette, il avait toujours su que le banquet n'était pas d'essence bourgeoise mais bien paysanne. Il ne crachait pas, loin de là ! sur le Remelluri (Rioja alavesa) et affectionnait tout particulièrement la « sobremesa », ces instants privilégiés de fin de repas où, dans les volutes d'un Monte Cristo et les saveurs d'un vieil armagnac, la conversation prenait un ton libre et détendu sans que personne ne songe à regarder sa montre.
Agur eta ohore, Jean Haritschelhar Jauna !

Jean-Claude Larronde

Le système institutionnel européen

Le fonctionnement des institutions européennes n'est pas toujours aisé à comprendre. Qui amène les idées ? Qui formule les propositions ? Qui prend les décisions ? Entre Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg, où se trouve le cœur du pouvoir européen ?

Le système institutionnel de l'Union européenne (UE) est original et se distingue de manière radicale de la façon dont sont structurés ses 28 Etats-membres. Il n'y a pas un Président unique de l'UE, ni de Premier Ministre attitré, ni de gouvernement supranational. Chacune des institutions a son organisation propre, travaille selon un schéma bien établi en collaboration avec les autres institutions de l'Union.

Le Conseil européen

Il est composé des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Etats-membres de l'UE et du Président de la Commission européenne. Depuis 2009, il dispose d'un Président permanent (actuellement, il s'agit de l'ancien Premier Ministre belge, Herman Van Rompuy), pour une durée de 2 ans et demi ; l'objectif est de donner une voix et un visage à l'UE. Le rôle du Conseil européen revêt une importance considérable pour le fonctionnement de l'UE car il lui appartient de donner les impulsions politiques de l'Union. Les décisions sont prises de manière générale par consensus.

Le Conseil de l'Union européenne (ou le « Conseil »)

C'est l'organe représentant l'intérêt général des gouvernements des Etats-membres ; il réunit les ministres des 28 Etats (par réunion thématique). Il s'agit de l'une des instances décisionnelles principales de l'UE : conjointement avec le Parlement européen, il créé la législation européenne en adoptant les propositions que lui soumet la Commission européenne. La plupart des décisions sont prises à la majorité qualifiée (chaque Etat-membre disposant d'un nombre de voix pondéré selon son importance démographique), même si pour certains sujets sensibles (ex : politique étrangère), c'est le vote à l'unanimité qui est utilisé. Le Conseil de l'UE a son siège à Bruxelles et sa présidence est exercée, à tour de rôle, pour une période de 6 mois.

La Commission européenne

Elle joue un rôle essentiel dans la préparation et l'exécution de la politique européenne. Elle élabore les propositions de loi européennes qui seront soumises au vote du Conseil de l'UE et du Parlement européen. Parallèlement à ses attributions administratives et son pouvoir d'initiative, la Commission a d'autres compétences : gardienne des Traités, chargée de l'exécution du budget et représentation de l'UE sur la scène internationale. Le travail de la Commission est accompli par un collège de 28 commissaires (un par Etat pour un mandat de 5 ans). Les commissaires sont nommés d'un commun accord par les Etats-membres après un vote d'investiture du Parlement européen. Ils sont complètement indépendants de leurs pays d'origine et collectivement responsables devant le Parlement. Le Président actuel de la Commission est le portugais Jose Manuel Barroso. Avec ses 30 000 fonctionnaires, la Commission européenne, qui a son siège à Bruxelles, est, en quelque sorte, l'administration centrale de l'UE.



Herman Van Rompuy, président du Conseil Européen

Le Parlement européen

A travers ses 766 députés européens, il représente les 508 millions de citoyens de l'UE. Le Parlement participe directement à l'élaboration des lois européennes, en collaboration avec la Commission et le Conseil. Il constitue, avec ce dernier, l'autorité budgétaire de l'UE. Les citoyens européens élisent leurs députés dans le cadre de circonscriptions nationales pour une période de 5 ans ; ensuite, au sein du Parlement, les députés ne se regroupent pas par nationalité mais par affinité politique. Le Parlement européen dispose d'un Président, élu pour une période de 2 ans et demi (actuellement, l'allemand Martin Schulz). Son siège se trouve à Strasbourg, mais certaines sessions se tiennent à Bruxelles.

La Cour de Justice de l'Union européenne

Elle veille au respect du droit européen. Ses principales tâches sont celles d'interpréter et d'assurer l'application du droit communautaire. Ayant son siège à Luxembourg, elle se compose de 28 juges (1 par Etat) et de 8 avocats généraux. Il est important de ne pas confondre la Cour de Justice de l'UE avec la Cour Européenne des Droits de l'Homme (installée à Strasbourg) qui est chargée du respect de la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

La Cour des Comptes européenne

Elle est responsable du contrôle du budget communautaire et assure la bonne gestion financière de l'UE. Siégeant au Luxembourg, la Cour des Comptes se compose de 28 membres nommés par les Etats et s'appuie sur un corps de 250 contrôleurs.

La Banque Centrale européenne (BCE)

La BCE est responsable de la mise en œuvre de la politique monétaire dans la zone euro, qui comprend les 17 pays de l'UE qui ont introduit la monnaie unique depuis 1999. Sa principale mission consiste à maintenir le pouvoir d'achat de l'euro, et donc la stabilité des prix, dans cette zone. La BCE, qui a son siège à Francfort, est actuellement présidée par l'italien Mario Draghi.

Ces 7 institutions sont assistées de 2 organes consultatifs : le Comité Economique et Social Européen (CESE), chargé de représenter les acteurs de la société civile européenne, et le Comité des Régions qui représente les intérêts des collectivités régionales et locales des Etats-membres de l'UE.

ITSAS

EAJ-PNB et PSE, nouveaux compagnons de route

Pas facile, voire impossible au plus fort de l'énorme crise économique du moment, de concilier la fragilité d'un gouvernement minoritaire et l'efficacité maximale recherchée !

Le lehendakari Iñigo Urkullu a fait la rude expérience de la précarité au cours des neuf mois écoulés entre son investiture proclamée le 13 décembre 2012 au parlement de Vitoria-Gasteiz et son premier discours de politique générale tenu dans cette même enceinte le 19 septembre dernier. Ce jour-là on respirait comme un air de consensus dans l'hémicycle témoin de toute la vie politique basque depuis la Transition, nourri par le PNB et le PSE qui à eux deux disposent de la majorité absolue. Le lehendakari pouvait en effet arborer le pacte conclu trois jours auparavant entre le parti nationaliste basque et le parti socialiste d'Euskadi au siège du gouvernement basque, Lehendakaritza. Pacte incarné par Iñigo Urkullu et son prédécesseur Patxi Lopez, leader des socialistes basques, de même que par Antonio Ortuzar, président du PNB.



Vers une période de coopération ?

15 ans d'éloignement

La donne a donc considérablement changé. Elle met un terme à 15 ans de confrontation entre PNB et PSE, dont la rupture fut brutalement consommée en 2009 lors de l'élection de Patxi Lopez à la tête d'Euskadi. Le leader du PSE en effet, décida de s'allier au parti Populaire, condamnant le PNB (pourtant sorti vainqueur des élections) à l'opposition pure et simple faute de majorité suffisante. Une première depuis la proclamation du statut d'autonomie, traumatisante pour le PNB, source de vifs ressentiments. Ces années d'éloignement , proies d'innombrables soubresauts politiques et sociaux, marquées par la violence d'ETA et sa cohorte d'attentats sanglants, émaillées de deux longues trêves porteuses d'espoir mais soldées par deux échecs (ruptures unilatérales d'ETA) débouchèrent pourtant sur une bonne nouvelle, la fin de la violence armée proclamée par ETA , suivie en octobre 2011 par la conférence internationale de paix d'Aiete, à Saint-Sébastien. La paix définitive encore loin d'être nouée entre partis, institutions et corps sociaux reste un enjeu primordial comme l'a souligné Iñigo Urkullu lors de son discours de politique générale, à l'adresse du gouvernement espagnol notamment. Le lehendakari en appelle à la « bonne volonté » et aux efforts de tous dans ce domaine, comme dans le champ strictement politique (réactualisation du statut politico-juridique d'Euskadi) et bien sûr économique, dans une région où le chômage approche les 14%.

Mesures urgentes

Après une année 2013 durissime, la fin de la récession pourrait être une réalité en 2014 a-t-il néanmoins pronostiqué. Objectif : « Construire, créer, fabriquer, ériger Euskadi ». L'objectif se veut à la fois réaliste, pragmatique et ambitieux. Le pacte PNB/PSE quant à lui, est ouvert au parti populaire et à EH Bildu, représentants de la droite au pouvoir à Madrid et de la gauche abertzale, incarnées par deux femmes, Arantza Quiroga et Laura Mintegi. L'accord devrait dans un premier temps, surtout permettre la concrétisation de mesures urgentes, jugées nécessaires au redémarrage de l'économie et si besoin, la mise en place d'une véritable harmonisation fiscale entre les trois provinces d'Euskadi.

Consensus introuvable ?

Le Plan de paix du Gouvernement basque en cours d'élaboration est encore loin de faire consensus. Alors qu'il se rapprochait du PNB lors de la signature du pacte signé le 16 septembre, le parti socialiste d'Euskadi a pris ses distances avec les travaux que dirige Jonan Fernandez, responsable du secteur « Paz y convivencia » à Lakua. Les divergences affichées entre les partis portent essentiellement sur la façon d'aborder les droits de « toutes » les victimes et la politique pénitentiaire, sur la façon de « réécrire » (ou si l'on préfère « relire ») l'histoire de ce dernier demi-siècle et sur la « fin » d'ETA dont le désarmement reste une inconnue, du moins pour l'heure.

Patxi Lopez à Madrid

En grande difficulté en Espagne où il a perdu de nombreux fiefs ces dernières années, le PSOE actuellement dirigé par Alfonso Perez Rubalcaba, fera-t-il appel au dirigeant socialiste basque pour tenter de se remettre en mouvement ? Patxi Lopez semble prêter l'oreille aux sirènes madrilènes évoquant cette éventualité, d'autant plus volontiers sans doute que le nouveau pacte PNB/PSE est devenu réalité.

Promesse faite

Le ministre espagnol José Ignacio Wert a promis que les documents toujours entreposés à Salamanque après avoir été dérobés au PNB-pendant la guerre civile et la dictature franquiste (« Los papeles de Salamanca »), lui seront tous restitués d'ici la fin 2013.

ALDERDIAREN BIZIA
VIE DE L'ALDERDI

Alderdi Eguna : Euskadi nazioa da !

EAJren Euzkadi Buru Batzarraren idazkari den Pilar García de Salazarrek eta EBBren burukide den Joseba Aurrekoetxeak 2013ko Alderdi Egunaren aurkezpenean adierazi dutenez, " *gaur, inoiz baino gehiago Euskadi nazio dela aldarrikatzen dugu baina, batez ere, Euskadiren eskubide guztiak defendatu nahi ditugu. Euskadi, Europako nazio. Ez okerragoa, ezta hobea ere. Ezberdina, besterik ez, berezia. Eskubide berberekin, hori bai, eta derrigor berberekin ere bai ".*
Aurtengo Alderdi Egunaren leloa « I am basque » izango da. Horixe zen, hain zuzen ere, Agirre Lehendakariaren aurkezpen mezua.



EBBko burukide biek egoera txarrean dauden hiritarrez oroitu dira. *" Pentsamolde guztietako euskal hiritar asko eta asko oso egoera txarrean daude, egoera benetan latza bizi dute. Suspertze ekonomikoa eta enplegua sortzea dira gaur, EAJ eta Eusko Jaurlaritzaren lehentasunak ".*
Bukatzeko azken gogoeta egin dute. *" Euskadik oraindik ez ditu bere zauri guztiak sendatu. Hamarkada luzeetan, izua, mina eta heriotza bizi izan dugu. Zauri horiek guztion artean sendatu behar ditugu. Bai, ondo esan dut, guztion artean. Eragindako kaltea aitortuta, bortxakeria baztertuta, eta biktimei kalte ordaina, adeitasuna eta hurbiltasuna eskainita ".*

KILIKA

Le changement, c'est... Mitterrand.

Et si on faisait un petit bilan de l'action du gouvernement du Président Hollande au Pays-Basque après quelques seize mois ? J'essayerai de ne pas être trop cruel. La vérité, rien que la vérité, je le jure ! Ou plutôt les faits, rien que les faits.

La demande répétée d'une Collectivité Territoriale Pays-Basque de la part de la majorité des élus d'Iparralde, toutes tendances confondues à l'exception des Fronts National et de Gauche, tous deux faisant de l'Europe la responsable de nos difficultés, souvent d'accord sur le plan économique, et souhaitant conserver une France centralisée. Qu'en est-il ? Le ministre de l'Intérieur a fait savoir (d'abord à l'extérieur, dans la presse étrangère lors d'une visite en Espagne) son refus net et définitif. Comme si cela ne suffisait pas, il a cru bon de préciser que cette demande était plus ou moins celle de l'E.T.A. Bonjour le sens de la mesure et le respect envers les représentants élus d'Iparralde! Les pauvres députés basques socialistes, qui y sont favorables, souffrent depuis de maux d'estomac chroniques. En effet, dur à digérer. L'approfondissement de la décentralisation que dit vouloir ce gouvernement, au point de parler même « d'expérimentation » c'est maintenant et partout... sauf au Pays-Basque. C'est vrai que l'on réclamait une spécificité pour notre territoire, mais pas celle-là !

Bon. Le Gouvernement français aurait pu avoir une action auprès de gouvernement espagnol pour l'accompagner dans une résolution du conflit basque depuis l'abandon de la lutte armée par l'E.T.A. Ben non. Il est vrai que notre ministre de l'Intérieur a dit que la France n'a pas à oeuvrer à la paix puisque la France n'est en guerre. Comme par ailleurs, il y a quelques années un préfet des Pyrénées Atlantiques avait dit que le Pays-Basque n'existait pas, on serait effectivement de mauvaise foi de leur demander de travailler à la résolution d'un conflit inexistant d'un pays qui n'existe pas ! Manuel Valls doit se souvenir avec nostalgie que le ministre de l'Intérieur pendant les « évènements » d'Algérie était un certain Mitterrand.

Bon. De naifs optimistes auraient pu penser que si c'est « niet » pour l'organisation politique d'Iparralde et la résolution politique du conflit, ils se rattraperaient sur le volet « Culture », ces grands humanistes universels. D'autant que François Hollande avait promis dans ses 60 propositions la ratification de la Charte Européenne des langues minoritaires. Les socialistes ont la majorité au Parlement et au Sénat, cela pourrait se faire. Ben non. Pour quelle raison ? Ah bon, il faut une raison pour renier ses engagements ? François le Progressiste s'inspire lui aussi de Mitterand qui nous avait promis un département basque en 1981 et qui s'était empressé... de ne rien faire. Ca doit être dans les gênes socialistes. Au moins, Sarkozy avait été clair : il avait dit non... avant.

Bon. On pouvait quand même penser qu'ils ne remettraient pas en question ce qui se fait, et depuis des décennies, au Pays-Basque. Je veux parler du financement de la construction des locaux des ikastolas par les municipalités. Eh bien, non ! Le changement, cette fois, c'est maintenant, tout de suite : on ne rigole plus. On nous ressort les dispositions de la loi Falloux qui date quand même de... 1850 ! Ce n'est pas vraiment un indice de modernité ni de prise en compte des réalités de 2013.
Bon. En résumé, pour les Basques, le changement ce sera peut-être... en 2017. Mais n'y comptons pas trop. Faisons comme nous avons toujours fait : comptons sur nous-mêmes.

René Cassin Pastorala, l'art et la manière

L'été s'achève. Il sera vite oublié. Cette saison habituellement si douce et régénératrice n'aura pas permis cette année de faire oublier la déception d'un projet de collectivité basque archivé sans même être lu par les cadres d'un gouvernement qui se disaient « progressistes » et « normaux ». Les chiffres du chômage et des efforts fiscaux demandés n'ont pas aidé à sortir de cet état de mal être. Pire, le massacre de Damas a fait rejaillir le fantôme de Gernika où 1500 civils furent aussi exterminés sous les yeux de chefs d'états sourds ou muets. Thucydide nous rappelle que *« l'Histoire est un éternel recommencement »*. Le Général de Gaulle se serait, quand à lui, raidi en grondant: *« Nous prenons l'habitude du recul et de l'humiliation, à ce point qu'elle nous devient comme une seconde nature ».*

Relancer la flamme

Lorsque le dépit et le doute s'installent, pour éviter de se laisser submerger, il faut chercher cette étincelle capable de relancer la flamme de la confiance, de l'enthousiasme et de l'action. Cet été, je l'ai trouvée en Soule, sous la forme d'un village en fête. Lors de la pastorale de Chéraute (Sohüta), les habitants, les Errejent, et l'écrivain Jean Louis Davant, avaient décidé de rappeler à leurs enfants et aux autres, qu'un de leurs fils, le Bayonnais René Cassin, avait contribué à maintenir la France française contre les nazis depuis Londres. Ce résistant aura un rôle important dans l'administration de la France Libre ; il s'adressera souvent aux français en prenant la parole à la BBC. Il était aussi un juriste de renom et rédigera le projet de Déclaration universelle des Droits de l'Homme adopté par l'ONU, puis présidera la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

René Cassin, source d'espoir

L'œuvre du discret René Cassin est immense. Il n'a eu de cesse de mettre l'Homme au centre de son action. Il recevra le Prix Nobel de la Paix en 1968. Lors du discours de remise du Prix, il aura une phrase extraordinaire « *ce prix ne couronne pas un résultat atteint...mais il glorifie l'effort vers une paix difficile à acquérir. Ce qu'il symbolise, ...c'est la volonté inlassable, ardente de l'Homme de s'élever vers un idéal fraternel pour lequel il est capable de donner sa vie, même s'il ne l'atteint pas, pour le salut des autres hommes vivants et celui des générations à venir ».* Quelle humilité ! Lui qui a contribué à tant d'actes et de moments historiques, nous rappelle que ce n'est pas le résultat qui importe mais c'est la démarche, le chemin parcouru et l'effort qui font la réussite.

La Paix n'est rien sans l'effort pour amener les gens à la chercher et à vivre ensemble. Comment ne pas faire le parallèle avec le processus de Paix en Pays Basque. Dans un autre registre, la démarche de Collectivité pour le Pays Basque a été longue, participative et partagée. René Cassin nous renvoie devant notre détermination et la nécessité de convaincre, encore et encore, le plus grand nombre.



La Pastorale à Bayonne

La force des textes de Jean Louis Davant a été décuplée par les acteurs amateurs de Chéraute qui ont merveilleusement chanté et dansé. L'idée de l'association Buhamiak de jouer cette pastorale à Bayonne et de permettre au plus grand nombre d'y assister a été excellente. Biba pastorala ! Biba Sohütarrak eta biba Buhamiak !

Jean Tellechea

Qui était René Cassin ?

René Samuel Cassin (né le 5 octobre 1887 à Bayonne, mort le 20 février 1976 à Paris), était un juriste, diplomate et homme politique français. Membre du gouvernement de la France libre pendant la seconde Guerre mondiale, un des auteurs de la déclaration universelle des droits de l'homme en 1948, vice-président du Conseil d'État de 1944 à 1959, président de la Cour européenne des droits de l'homme de 1965 à 1968, il reçut le prix Nobel de la paix en 1968, et aussi le prix des droits de l'homme des Nations unies la même année. René Cassin est le fondateur de l'Institut libre d'étude des relations internationales (Ileri) ainsi que de l'Institut Français des Sciences Administratives (IFSA) qui est aujourd'hui une association reconnue d'utilité publique. Il repose actuellement au Panthéon.

Nos jeunes ont-ils

La question de l'avenir des jeunes en Pays Basque est au centre d'une préoccupation majeure : un avenir prometteur ? Le Conseil de Développement du Pays Basque a poursuivi une démarche

Plusieurs actions d'animation ont été promues. En 2009, « une mission jeunesse » a été lancée, avec pour cible les 15-30 ans. Elle a été organisée autour de 3 grands axes de travail : développer la connaissance du territoire auprès des jeunes, mieux connaître et accompagner la jeunesse, enfin, les faire participer au développement du territoire. 4 années de travail, de consultation auprès des jeunes, des professionnels de la jeunesse, des techniciens des institutions partenaires, ont permis de construire un avis du Conseil de Développement du Pays Basque, le 24 Janvier 2013, en début d'année. La réflexion et les propositions ont porté sur 5 enjeux principaux : leur créer les conditions de maintien et d'accueil sur le territoire, donner leur place aux jeunes dans la vie publique, économique et sociale du territoire, prévenir les ruptures dans la prise en charge de ceux et celles en situation de fragilité, les sensibiliser aux atouts et potentialités du territoire et contribuer aux politiques jeunesses de l'Etat et des Collectivités Territoriales. Ces enjeux conduisent à 14 préconisations.



Une jeunesse attachée au territoire sans pour autant le connaître

Diagnostic général sur la jeunesse

Entre 1999 et 2009, la tranche des 15-29 ans continue de décroître, -1.3%, plus fortement qu'en Aquitaine. Il y avait 45 355 jeunes en 1999 et 44 750, en 2009. La diminution est moindre qu'entre 1990 et 1999 (- 11%). Le nombre de naissances est plus faible que les décès et surtout le solde migratoire des jeunes est négatif. Par contre, ils seraient de plus en plus formés et de plus en plus en Pays Basque. Seuls 15% d'entre eux sortaient sans diplôme en 2009. L'offre de formation supérieure a également évolué de façon positive, en étant plus spécialisée que générale. Le campus universitaire ne représente que 38% de l'Offre de formation contre 60% en Aquitaine, avec un total de 5 438 étudiants, en 2009. Un renforcement de cette formation supérieure, de sa spécialisation et de sa connexion avec les besoins du territoire est fondamental. Les jeunes auditionnés ont fait part de leur méconnaissance de l'économie locale. Comment se projeter dans un avenir en Pays basque, en méconnaissant les grands secteurs économiques porteurs ?

Ils demeurent dramatiquement défavorisés sur le marché de l'emploi, ici comme ailleurs. En 2009, 20.8% des moins de 25 ans du Pays Basque sont au chômage, les femmes étant les plus touchées. Idem pour les emplois précaires toujours aussi présents et qui rendent difficile l'accès à l'autonomie. La dynamique d'installation, dans le domaine agricole reste très forte. Il faut renforcer les liens entre les acteurs de l'économie, les jeunes et leurs accompagnateurs.

Logement : malgré des situations très différentes, jeunes en étude, en apprentissage, en emploi longue durée, emploi saisonnier …, les conditions locatives sont souvent hors de leur portée (revenu fixe, garanties, etc.). Pour maintenir cette population, en Pays Basque, les spécificités du logement de cette tranche d'âge doivent être pris en compte : production de petit logement, assouplissement des conditions locatives, augmentation du nombre de place en hébergements temporaires ou d'urgence sont des pistes à explorer. Le transport en commun est déficient pour l'accès aux services de l'agglomération urbaine.

Créer les conditions de maintien et d'accueil des jeunes

Renforcer une Offre de formation attractive et connectée aux perspectives d'emploi du territoire

Le lien entre l'offre de formation en croissance et les besoins des entreprises est à créer, en particulier, dans les principaux secteurs économiques du Pays Basque nord, comme l'aéronautique, l'agroalimentaire ou le tourisme. Le Pays Basque doit continuer à proposer des formations d'excellence.

Promouvoir l'esprit d'entreprendre

Il faut valoriser les outils existants pour l'aide à la création-reprise d'entreprises, notamment par la rencontre

un avenir en Pays Basque ?

notre territoire est-il capable de retenir ses forces vives, en offrant à ceux qui souhaitent y résider, de réflexion sur la jeunesse en Pays Basque, à l'issue un premier « chantier jeunes » en 2006.

entre structures qui accompagnent ou financent la création-reprise d'entreprises et celles qui accueillent les jeunes. Des documents communs sont à créer (livret, page web,…).
Des campagnes de promotion de ce thème sont à développer dans les établissements de formation. Des initiatives comme celle de l'association Hemen, voir p. 16-17, sont à soutenir également. C'est un travail dans la durée qui est à mener pour créer ou renforcer une culture de l'entreprenariat.

Mobiliser les compétences pour faciliter l'insertion des jeunes «sans réseau»

Nous sommes un pays d'engagement et de solidarité, voir Herrikoa, les Clej, les Clef. Il faut réunir des professionnels du Pays Basque, dans un réseau des « témoins du territoire » pour rencontrer ces jeunes en difficulté et leur permettre de bénéficier d'un réseau pour l'insertion professionnelle. Ces professionnels exposeraient leur métier, la vision qu'ils en ont, les acteurs de leur milieu professionnel.
Il est nécessaire d'inscrire cela également dans la durée an assurant une animation du réseau, en construisant des procédures régissant les conditions d'inscription et de désinscription de ce réseau.

Mobiliser tous les acteurs institutionnels et agir pour le logement des jeunes

Beaucoup aurait été déjà fait dans ce domaine, mais il faut être plus volontariste. Sur la côte, il faut répondre à l'urgence de la situation, notamment grâce à la sous-location d'appartement, alors qu'à l'intérieur, la production de petits logements est indispensable.

Prendre en compte les problèmes de mobilité

La zone périurbaine ne bénéficie pas d'un service de transport adapté au rythme de vie des jeunes. En milieu rural, c'est encore pire ! L'organisation des transports doit s'améliorer. Dans tous les cas, l'accès au permis devra être facilité pour les plus défavorisés. Le lien entre mobilité et emploi est important. Les formules de co-voiturage et d'auto-partage doivent être développées.



l'épreuve du marché immobilier

Tous les plans d'aménagement du territoire doivent intégrer le rapprochement entre le lieu de travail et le domicile.

Déployer les programmes de prévention en zone rurale

Il manque de lieu d'accueil autour des questions de prévention (contraception, comportement, addictions) et d'éducation à la santé. Des équipes mobiles composées de personnes en service civique pourraient intervenir dans des lieux de présence des jeunes, comme les fêtes locales ou les comités des fêtes.
Un réseau d'information et de veille constitué par les acteurs sociaux (BIJ, PIJ, Mission Locale, établissements scolaires…) et les acteurs du secteur médical pourrait être développé. Des lieux d'accueil par territoire pourraient avoir mission de : donner une première information, organiser la prise de premier rendez-vous et assurer une permanence de professionnels.

Donner leur place aux jeunes

L'implication des jeunes dans la vie du territoire est forte en Pays Basque, notamment en zone rurale, avec par exemple, les comités des fêtes, les associations de développement économique, de promotion de la culture… Il s'agit d'un dynamisme peu reconnu par les institutions locales. Ils ne sont pas représentés dans les lieux de décisions.
Le Conseil de Développement préconise deux actions : la constitution d'un conseil des associations de jeunes du Pays Basque et l'organisation d'un temps fort annuel pour faire connaître leurs initiatives.

Constituer un conseil des associations de jeunes du Pays Basque

Ce Conseil nommé Geroa serait constitué de toutes les associations souhaitant l'intégrer quel que soit le domaine d'activités. Trois conditions à sa réalisation : réelle volonté politique, moyens financiers et humains. Quelques possibles missions : représenter la voix des jeunes au Conseil de

Développement, être le référent jeune des institutions locales, créer des liens avec d'autres Conseils dont celui de la jeunesse d'Euskadi, être un lieu de ressource pour les adhérents, pour aider à des dossiers de financement ou organiser des formations, organiser annuellement un temps fort, sur les initiatives des jeunes.

Par exemple, avant son 21e anniversaire, tout jeune suivi jusque-là par l'Aide Sociale à l'Enfance devra bénéficier de la transmission de son dossier aux organismes qui pourront l'accompagner en fonction de ses besoins : Bureau d'Accès au Logement, Mission Locale, CPAM, Foyer de jeunes Travailleurs …



faciliter l'accès aux transports publics

Sensibiliser les jeunes au territoire

Les 15-30 ans ont une connaissance très limitée du territoire dans lequel ils vivent. Ils ne se connaissent pas non plus entre eux. Une meilleure connaissance mutuelle favoriserait l'émergence d'un territoire fort de ces différences, en évitant les incompréhensions mutuelles.

Faire connaître et valoriser leurs initiatives

Un salon annuel pour valoriser les porteurs de projet, les informer sur l'accompagnement et le financement de projet, impulser l'envie d'agir à de futurs porteurs de projets, faire se rencontrer les différentes composantes de la jeunesse du Pays Basque.

Prévenir les ruptures

Le repérage des personnes en difficulté est de plus en plus difficile, notamment, en cas de changement important : fin de la scolarité, départ du domicile familial, perte de l'emploi. Un système de suivi doit être mis en place

Formaliser un système de suivi pour les plus fragiles

Un suivi entre différents organismes pouvant accueillir ou accompagner les jeunes en situation de fragilité : éducation, social, santé, emploi, justice. Des conventions pourraient être passées entre ces organismes pour assurer des relais.

Développer et renforcer le dispositif « enseigner le Pays Basque »

Ce dispositif a été expérimenté pendant 3 ans. Il doit être développé, renforcé et réactualisé. Il consistait à fournir des données dans tous les domaines de la vie locale : économique, culturelle, historique, à destination, en particulier des enseignants. Il s'avère que les documents produits sont à améliorer pour être exploités. Le matériel pédagogique doit être amélioré, le site doit être modernisé.

Développer l'apprentissage de l'euskara et son utilisation hors temps scolaire

Une des principales composantes du patrimoine basque réside dans la langue basque, l'euskara. Cette population est le cœur de cible de l'Office Public de la Langue Basque Un travail propre à l'enseignement professionnel est à mener. Hors temps scolaire, une offre d'activités en langue basque doit être développée avec les services jeunesse des communes, les associations d'éducation populaire (MVC, centres sociaux, centres de loisirs).

Pour en savoir davantage : www.lurraldea.net

Contribuer aux politiques jeunesses

Une cellule d'impulsion, de suivi et d'évaluation des actions pour la jeunesse

Observer les dynamiques jeunesses, par un recueil de données spécifiques. Certaines existent déjà. Il faut les récupérer et les synthétiser. Il en manque d'autres, comme la demande réelle de logements. L'objectif est de produire chaque année, un document synthétique sur la situation des jeunes, en Pays Basque et vérifier l'efficacité des actions mises en place. Il faudrait s'appuyer sur le fonctionnement d'organismes existants comme « el Observatorio Vasco de la Juventud » de la Communauté Autonome Basque.
Cette cellule permettrait d'évaluer les programmes mis en place et d'impulser de nouvelles actions.

Créer un portail Internet pour les jeunes

Afin de simplifier l'accès à l'information pour les 15-30 ans, le Conseil de Développement préconise la création d'un portail Internet pour ce public : Ataria. Il s'agit de réunir la multitude de sites qui les intéressent pour : proposer des informations territorialisées afin de les orienter vers les structures ou les personnes compétentes (logement, emploi, santé, orientation, mise en place de projets …), permettre aux porteurs de projets de valoriser leurs initiatives et de contribuer ainsi à une mutualisation de savoirs et de compétences, proposer une plateforme d'échange et d'information aux professionnels de la jeunesse et aux jeunes constitués en réseau.
Ce projet est pour l'instant en sommeil, faute de porteur potentiel du site et de l'animation.

Inscrire le fonctionnement en réseau des professionnels de la jeunesse

Pour que tout ce programme se mette en place, il est indispensable que les acteurs concernés continuent à fonctionner en réseau. Chacun a une connaissance très précise de son secteur d'activités et les échanges entre eux, l'interconnaissance des dispositifs, des structures fait qu'à l'arrivée, le jeune est mieux accompagné.

Euskalit : l'ambition de la qualité

Les Basques comme d'autres Européens prennent conscience de l'importance des techniques de gestion moderne avec l'arrivée massive de produits performants venus, en particulier d'Asie. Au débat des années 90, le Gouvernement Basque décide de réagir en faisant de ce thème, une priorité. La création d'Euskalit répond à cette ambition. Mikel Ugalde, le directeur de cette fondation a présenté cette structure lors du Lema Eguna, du 19 septembre dernier, à Anglet.

Le succès des Asiatiques

Durant les années 80, des produits venus du Japon et d'autres pays asiatiques commencèrent à affluer sur le marché européen. Les premiers étaient de conception assez classique, comme des calculatrices ou des transistors, puis les Japonais dominèrent le marché de la moto, puis celui de l'automobile. Ils proposaient des produits innovants. Les entreprises européennes et américaines visitèrent le Japon pour comprendre ce qui se réalisait. Ils furent impressionnés par les nouveaux systèmes de gestion,



Mikel Ugalde, directeur d'Euskalit

leur méthodologie, totalement inconnus jusque-là. Le Just in Time, le Kaizen ou les cercles de qualité sont issus de cette expérience novatrice.

La clé du développement du Japon fut l'utilisation massive de ces méthodes de gestion qui concernaient l'ensemble de la gestion et non pas seulement le processus de fabrication. Le design, la qualité, la sécurité, l'innovation, le prix ajusté des produits japonais étaient concernés par ces nouvelles méthodes de gestion japonaises. L'ensemble des personnes, de la direction générale, jusqu'à l'ouvrier étaient concernés pour penser et mettre en pratique « du mieux » à un rythme accéléré.

Renforcer la qualité

Le Gouvernement Basque avait déjà la ferme intention de renforcer notre industrie, d'où la création d'Euskalit. Ce fut dès le départ, un projet partagé entre les entreprises et les institutions basques, entre des entités publiques et privées. Le 15 Décembre 1992, 18 organisations basques se réunirent et créèrent Euskalit, avec pour ambition d'améliorer la gestion des entreprises et des autres organisations basques.
Euskalit vit le jour comme « Fondation Basque pour la promotion de la qualité ». Plus tard, nous modifions notre dénomination en passant de la notion de « qualité » à celle d' « excellence dans la gestion ». Nous sommes devenus Euskalit-Fondation Basque pour l'Excellence.
La compétitivité des entreprises dépend de nombreux facteurs et dans certains d'entre eux, chaque entreprise a peu de pouvoir d'influence, comme les taux d'intérêt, la situation économique globale ou le change entre dollar et euro. Mais le système de gestion dépend de l'entreprise et une gestion de qualité est un pilier indiscutable de la compétitivité des entreprises. Une gestion de qualité, cela signifie :

- une stratégie clairement définie et les objectifs pour l'atteindre
- une réponse aux besoins des clients, en développant des produits et des services de plus grande valeur ajoutée
- un développement du potentiel des personnes, en les rendant participatives au projet commun et partagé
- un contexte qui fait que l'innovation concerne chaque personne et chaque activité mise en place
- un engagement envers la société et l'environnement, au-delà des objectifs intrinsèques du négoce

Ces concepts et des méthodologies ont été diffusés pour être concrétisés dans les entreprises, mais aussi, dans les associations et les fondations, dans les entités d'action sociale, dans l'administration publique et dans tout type d'organisations, grandes et petites. Nous avons débuté notre activité de façon austère et équilibrée. En 1993, nous recrutons 3 personnes dans l'équipe. Nous mettions en place un programme pour la formation des responsables de qualité pour les entreprises industrielles et de service.
L'élément clé pour une transformation des organisations se situait dans les Directions Générales. En 1994, nous mettions en place des programmes nommés Formation pour l'Action, en direction des gérants d'entreprises industrielles. L'année suivante, nous formions d'autres groupes avec les centres éducatifs privés et publics, puis des entités spécialisées dans l'Action Sociale.

Organigramme d'Euskalit

Présidence : Mutualia.
Vice-présidences : ASLE, Confebask, ITP Industrie de Turbo Propulseurs, Kutxabank, Mondragon, Osakidetza.

Membres du Conseil d'Administration : BBVA, Bilbao Plaza Financiera, CCI de Bilbao, CAF-entreprise ferroviaire, Corrugados Azpeitia, Diputacion Foral de Biscaye, Euskaltel, EVE-Ente Vasco de Energia, Fondation Tecnalia, Gamesa, Iberdrola, Idom, IK4 Research Alliance, Petronor, Sener et Spri.

Invités : Département de Développement Economique et de Compétitivité du Gouvernement Basque, Innobasque.

Participation public - privé

L'Administration Basque, elle-même a participé à nos programmes : de nombreuses mairies, des sociétés publiques, des départements du Gouvernement Basque ou les 3 Diputacion forales. Mention spéciale à Osakidetza, le système de santé publique du Gouvernement Basque et ses 30 000 professionnels. En 1997, nous soutenons Osakidetza pour développer un programme destiné aux hôpitaux, aux unités territoriales et d'autres centres de son réseau. Le niveau de mobilisation fut unique en Europe, en particulier, à Oskaidetza. Les résultats dans les prix européens le montrent, en particulier, les EFQM Excellence Awards, de 2000 à 2012. 26 distinctions européennes sur 37 en Espagne, concernent Euskadi, dont 5 uniquement pour Osakidetza. Nous sommes juste derrière des pays comme l'Allemagne ou la Grande Bretagne, mais devant des nations comme l'Italie, la Suisse, les Pays-Bas ou la France.

Aujourd'hui, notre équipe est composée de 18 personnes avec un budget de 1.5 millions d'euros, dont 40% procède d'une convention avec le Gouvernement Basque, 20% procède de la cotisation des 700 organisations qui sont membres d'Euskalit et 40% procède de la vente de services aux entreprises et entités publiques.



Remise des prix de la qualité, impulsés par le Gouvernement Basque

Leader européen

En 1995, un club des « évaluateurs » était créé. 12 personnes en 1995, aujourd'hui, plus de 2000 qui de façon altruiste aident les équipes dirigeantes à connaître leur situation, dans le domaine de la gestion. 21% de ces conseillers sont eux-mêmes des directeurs généraux, 55% d'entre eux sont directeurs ou responsables thématiques et les 24% restants ont d'autres profils. Au départ, les membres du club apportaient leur conseil aux organisations qui réalisaient une réflexion concernant leur système de gestion, en les aidant à identifier leurs forces et leur potentiel de progression. En 1997, les premières évaluations furent réalisées et en 1998, le Gouvernement Basque lança le Prix Basque de la qualité de gestion, avec deux niveaux de reconnaissance, le Q d'argent et le Q d'or.

En ces temps de crise, les entreprises continuent à tenter d'améliorer leurs pratiques de gestion. En 2013, jusqu'à aujourd'hui, les programmes d'Euskalit ont attiré plus de 1500 personnes dans les sessions de sensibilisation, de formation de base et d'échange de bonnes pratiques, plus de 900 personnes ont participé au programme de Formation pour l'action. Plus de 100 organisations seront diagnostiquées ou évaluées pour identifier leurs points forts et les points de leur gestion à améliorer.

Grâce à ce soutien, les organisations continuent à innover et à améliorer de manière continue leur gestion, et en conséquence, renforcent leur compétitivité.

Euskalit

La souplesse et la proximité

L'expérience Euskalit montre la force d'une institution basée dès le départ sur un partenariat public-privé. Initiative impulsée par le Gouvernement Basque, la forme juridique la plus adaptée s'est avérée être une fondation de droit privé. Les institutions publiques ont impulsé une initiative qui est largement animée par les acteurs du secteur privé, comme le montre l'organigramme actuel. Ici, pas d'obsession du contrôle public, mais un droit de regard, où l'initiative privée demeure prépondérante. Ce sont bel et bien des acteurs du privé qui par l'initiative du club des évaluateurs, démontrent leur esprit de solidarité et leur préoccupation pour l'amélioration de la qualité, dans leur territoire. Là encore, l'attachement au territoire est sans doute un facteur clé qui explique l'émergence et le développement de cette initiative.

Les actions d'Euskalit sont basées sur l'animation, par la transmission de conseil, du diagnostic, à l'information, de la sensibilisation à des stages de formation. Cela requiert une proximité entre la structure animatrice et les acteurs concernés, dans la mesure où la rencontre entre personnes, la mobilité physique est au cœur du dispositif, pour conseiller efficacement. Encore un domaine, où les pouvoirs de proximité, du type département ou région ont un rôle fondamental à jouer.

En France, beaucoup de CCI développent ce type de services. Localement, sans doute a-t-on intérêt sur ce terrain comme dans d'autres, à coopérer entre Basques du nord et du sud ?

Des tournois pour les espoirs



Tournoi de Larrau

Gros succès pour le Tournoi de Larrau qui s'est déroulé dans une bonne ambiance conviviale.

Le titre revient à **Sébastien Sorhuet** et **Thierry Harismendy** qui se sont imposés 40 à 38 face à Xala et Baptiste Ducassou.

Pour la 1ère année, Esku Pilota organise tous les vendredis depuis le 30 août, deux Tournois de Main Nue en Trinquet Espoirs :
- un pour les jeunes nés en 1995 et 1996,
- un second pour ceux nés en 1994.

Un tournoi Open est également au programme. Les parties ont lieu dans les trinquets d'Arcangues, Amotz, Espelette et Villefranque. L'entrée y est gratuite et une dégustation de fromage AOP Ossau Iraty est offerte. Les Finales auront lieu au Trinquet Moderne de Bayonne, le vendredi 11 octobre à partir de 19h.

Les meilleurs jeunes auront l'opportunité de suivre la « formation haut niveau » de Panpi Laduche.

Calendrier Coupe des AS 2013 - 2014
26ème édition à Pessac

1ère **période** — **Paleta pelote gomme creuse 1ère série nationale**
Main nue élite pro

Jeudi 3 octobre 2013

19h demi-finale paleta pelote gomme creuse

20h demi-finale paleta pelote gomme creuse

Jeudi 10 octobre 2013

19h demi-finale main nue élite pro
Agusti WALTARY- Pascal DE EZKURRA /
Hervé ETCHEVERRY- Thierry HARISMENDY

20h30 demi-finale main nue élite pro
Olivier LARRECHEA - Ximun LAMBERT
Sébastien SORHUET – Baptiste DUCASSOU

Jeudi 17 OCTOBRE 2013
FINALES

19h — **paleta pelote gomme creuse**
20h30 — **main nue élite pro**

Création d'activités en Pays Basque ?

Aujourd'hui, la crise installée durablement dans nos sociétés nous offre la possibilité d'innover en faveur de l'esprit d'entreprise. Un certain nombre de partenaires se sont réunis pour sensibiliser le grand public et les jeunes à l'intérêt de la création d'activités en Pays Basque. Les deux associations Hemen et Eusko Ikaskuntza ont décidé d'impulser une initiative concrète.

Un réseau « Mondragon » local

De nombreux partenaires s'inscrivent dans cette démarche : le Conseil de Développement, la CCI Bayonne Pays-Basque, Euskal Herriko Laborantza Ganbara, Herrikoa, l'IUT de Bayonne, la Mission Locale Avenir Jeunes Pays Basque, le GIP-DSU de l'agglomération Bayonnaise, les associations Azia, Euskaldun Gazteria, le Lycée Cantau, le Lycée St Joseph de Hasparren, l'Union Régionale des SCOP d'Aquitaine, Indar, Tecgecoop, Eticoop, Nefe, Crédit Agricole, Crédit Coopératif. Ce projet s'inscrit dans l'esprit de Mondragon, afin de sensibiliser aux moyens de développer et de diversifier l'économie locale, notamment en valorisant les réalisations exemplaires d'ici et d'ailleurs, en encourageant les relations partenariales naturelles, transfrontalières et de proximité, à l'exemple des clusters, en développant l'esprit coopératif, en renforçant la notion d'appartenance à un Pays comme le fait le Conseil de Développement du Pays Basque.

3 Objectifs majeurs

Faire en sorte que le grand public et les jeunes en particulier prennent connaissance du territoire Pays Basque sous tous ses aspects de façon à les éclairer sur les potentialités de l'économie locale et les inciter à en devenir des acteurs dynamiques. Et que cela se fasse dans un esprit de cohésion sociale, de mise en réseau au service de l'innovation, de complémentarité entre littoral et intérieur, de réponses appropriées aux grands défis écologiques actuels.

Il s'agit aussi de favoriser la création d'activités pourvoyeuses d'emplois de qualité et durables (c'est à dire prenant en compte les exigences économiques, sociales, écologiques et culturelles). On peut penser que les entreprises fondées par des hommes ou des femmes attachés à leur territoire créeront plus de valeurs pérennes et partagées que la filiale d'une multinationale dont la stratégie ne prend pas en compte ces intérêts locaux.



l'Estia, au coeur de la création locale d'activités

Nous souhaitons aussi mieux faire connaître les valeurs et les réalisations de l'Economie Sociale et Solidaire parmi la population locale, parmi les jeunes et parmi les élus, car nous avons la conviction que c'est l'une des voies du changement profond de mode de production, de répartition et de consommation qu'il nous faut effectuer désormais.

Les jeunes : cible prioritaire

Ce projet, en complémentarité et en étroite collaboration avec les travaux du Conseil de développement, privilégie les jeunes, en particulier ceux qui sont en formation professionnelle, ceux qui aborderont le marché du travail à courte échéance et qui sont susceptibles de mettre rapidement en pratique les idées que le projet pourrait leur inspirer. Nous nous adresserons en particulier à des jeunes scolarisés qui aborderont le marché de l'emploi au maximum dans les deux ans qui suivent l'expérience : jeunes en formation professionnelle : Bac Pro, BEP, CAP …, étudiants en STS et IUT, étudiants en universités et écoles.

Il s'adresse également aux salariés et aux demandeurs d'emplois intéressés par la création d'entreprises. Finalement, il a pour ambition de sensibiliser aussi le grand public, et en particulier les parents, à l'esprit de création d'entreprises et d'activités comme dynamique de développement de l'économie sociale et solidaire en Iparralde qui comporte trois notions clés : territoire, innovation et solidarité.

3 journées de réflexion

Un stage de 3 jours ciblant prioritairement les jeunes en formation sur le thème « créer des activités en Pays Basque ». Nous proposons d'organiser dans un premier temps un stage composé de 3 journées (avec possibilité de participer seulement à certaines d'entre elles). Intégrer aussi les demandeurs d'emploi, les repreneurs potentiels d'entreprises et le grand public. Toutes ces catégories pourraient participer activement à ce stage et apporter aux jeunes la richesse de leurs questionnements, de leurs expériences et de leurs idées.

Une attestation de participation sera remise aux personnes qui auront suivi les 3 journées.

Programme

Samedi 28 septembre,
Ainhiza Monjolosen (EHLG) :

Matin 9h00

- Présentation de données économiques et sociales sur le Pays Basque nord et sud
Intervenants : un représentant du Conseil de Développement du Pays Basque) , Jean-Joël Ferrand (professeur d'économie).
- Témoignage concret sur la notion de projet de territoire. Intervenant / Hitzlaria : Michel Berhocoirigoin, Président d'EHLG

- Débat / Elkarhizketa
- Témoignage de Michel Bergouignan (coopérative EZTIGAR de St Just Ibarre-Donaixti).

Après-midi

- Présentation et échanges avec les structures d'accompagnement technique et financier à la création d'entreprise : qu'apporte chacune d'elles ?
Animateur / Akulatzaile : J.M. Larrasquet.

Intervenants / Etorriko direnak : CCI , Chambre de Métiers, Tecgecoop, Indar, Urscop, Herrikoa, Clefe, Clej, Eticoop, Crédit Agricole, Nef, Aquitaine Active...

Il s'agira de mettre en évidence ce que chacune de ces structures apporte d'original et de complémentaire par rapport aux autres. Ces organismes pourront également tenir un stand. Puis, les auditeurs pourront rencontrer par petits groupes les acteurs ayant participé à la table ronde.
- Débat / Elkarhizketa
- Témoignage de Pascale Urruty (entreprise de nettoyage)
- Conclusion par les représentants du Conseil Général et du Conseil Régional.

Samedi 12 Octobre Bidarten (ESTIA)

Production collective d'idées autour de la création d'activités ; métiers traditionnels, métiers nouveaux... Recueillir les attentes, donner envie d'entreprendre, donner des informations utiles à ceux qui veulent entreprendre.

Matin 9h00

- Projection d'un film réalisé par le Conseil de développement avec des témoignages de jeunes.
- Témoignages de personnes ayant une expérience personnelle de la création d'entreprise exposant les difficultés rencontrées mais aussi les atouts de la réussite :
Iban Lizarralde, Yvonne Pochelu (entreprise LANKA), Jean-Marie Oçafrain (Coopérative Belaun), Marko Armspach (Hauts de Ste Croix).

Après-midi

L'après-midi sera consacré à des ateliers de réflexion et de créativité à partir des témoignages entendus et autour de la notion de secteurs émergents, puis à une mise en commun de la production de ces ateliers. 4 animateurs utiliseront les compétences de personnes qualifiées en matière de dynamique de groupes, de brain-storming et autres techniques qui permettent de faire surgir des idées nouvelles…
Jean-Louis Dulac, Jean-Baptiste Etcheverry, Henri Dascon, Jérémy Legardeur.

ASMOZ TA JAKITEZ
EUSKO IKASKUNTZA

Samedi 26 octobre
Senperen (Xabatenea-Gantxiki) :

Les démarches collectives dans lesquelles peut s'inscrire la création d'entreprise : les coopératives d'activités et d'emplois, les clusters…
Animatrice : Xantal Torre
Intervenants :
- Stéphane Montuzet : directeur du Comité du Bassin d'Emploi du Seignanx qui a initié le Pôle de coopération économique, social et environnemental Sud Aquitaine (Landes).
- Peio Olhagaray (CCI Bayonne-PB)
- André Darraidou (Cluster GOAZEN) : les professionnels du tourisme du Pays Basque veulent créer des synergies entre les filières qui composent ce secteur économique.
- Maite Charritton (Cluster UZTARTU) : afin de mettre en valeur les produits du Pays Basque, les professionnels réunis au sein d'Uztartu oeuvrent notamment pour l'émergence d'une marque " Pays Basque " pour l'agro-alimentaire.
- Dominique Lefaivre et/ou Daniel Bancon (Cluster ESKAL EUREKA) : ce cluster regroupe des grands Groupes (Eiffage, St-Gobain…) et des PME locales du secteur du Bâtiment Travaux Publics / Construction. Son objectif principal est de développer les entreprises du secteur en accédant à des compétences techniques.

Après-midi

Réflexion sur les opportunités transfrontalières, les modes de gouvernance et de management,
Intervenants / Hitzlariak :
- Olga Irastorza (la CCI transfrontalière BIHARTEAN)
- Mikel Curutcharry-ren lekukotasuna (OLABERRIAren proiektua hegoaldeko enpresa batekin)
- Ximun Carrere (ALDUDARRAK BIDEO)
- Jean-Michel Larrasquet (EUSKO IKASKUNTZA)

Inscriptions BUS et repas : « hemen@hemen-herrikoa.org »

L'influence de la Guerre d'Algérie (V)
Le témoignage de Txomin Peillen

Txomin Peillen Karrikaburu est l'auteur de nombreux livres en euskara depuis l'époque de son prix Txomin Agirre en 1954. Il est membre de l'Académie de la Langue Basque et a été durant de longues années membre du Conseil d'Administration de la Société d'Etudes Basques-Eusko Ikaskuntza. Le prix Manuel Lekuona lui a été décerné en 2009 pour l'ensemble de son œuvre. Il est par ailleurs membre du parti Eusko Alkartasuna (EA).

Il est né le 17 novembre 1932 à Paris, de parents originaires de Haute-Soule (son père est de Ligi et sa mère de Larraine). Dès 1962, il décrivit son expérience de la guerre dans Aldjezairia askatuta, texte publié en sa totalité en 1977. Il n'omit pas de mentionner les pressions qu'un haut fonctionnaire socialiste exerça sur lui pour empêcher cette publication... Il participa au Colloque « Aljeriako gerla eta Euskal Herria (1954-1962) » organisé à Kanbo en 2003 par Eusko Ikaskuntza-Iparralde avec une communication « Aljerian Jakile » qu'il résuma ainsi :

« J'ai résumé l'état de la société algérienne, du féodalisme des campagnes, de la fausse mixité politique des villes, des musulmans citoyens de seconde zone, du colonialisme considéré comme un faux respect des sociétés locales pour les maintenir dans la dépendance en freinant leur instruction dans leur langue et dans leur culture, leur barrant l'accès aux professions libérales et au pouvoir. J'ai rappelé comment les éleveurs algériens furent dépossédés de leurs terres par des colons européens cultivateurs.

Cette étude se veut aussi un rappel de l'origine et des mésaventures du nationalisme algérien de 1930 à 1962, de l'attitude des différents partis politiques hostiles à l'autonomie de l'Algérie, PCF (anciennement anticolonialiste), SFIO, UDSR, RPF et de l'attitude plus nuancée du MRP, la position favorable à la décolonisation des partis d'extrême-gauche et des plus hautes autorités de l'Eglise… Je stigmatise particulièrement l'attitude colonialiste permanente de François Mitterrand tant vis-à-vis des Algériens que des Marocains et sa responsabilité non négligeable comme Ministre de l'Intérieur (1954-1955) et Garde des Sceaux (1956-1957) dans des périodes où la torture se pratiquait sciemment en Algérie.



Txomin Peillen

Le cœur de ma communication porte sur des témoignages des atrocités vues ou entendues au cours de mon séjour pendant la guerre d'Algérie… Je témoigne avoir vu un cas de torture et entendu fréquemment les bruits correspondants… Je tâche de démontrer l'inutilité de ces procédés avilissants pour la personne humaine et qui relèvent d'une forme de terrorisme…

Je raconte ensuite mon séjour comme infirmier major du Service de Santé et de l'Assistance Médicale Gratuite que j'eus le bonheur de pratiquer, avec un médecin appelé, dans les regroupements et les smalas et dans quelques villages militarisés. Je décris les soins que nous donnions aux populations déportées qui, dans les regroupements, vivaient dans des conditions d'hygiène difficiles. Les maladies principales que j'observais alors furent la tuberculose, les dysenteries et toxicoses, les trachomes, les teignes, les infections puerpérales, diverses maladies de peau…

En Algérie, je pus apprécier d'avoir connu une société rurale montagnarde encore très solidaire, connu la culture algérienne, appris un peu d'arabe dialectal et n'avoir pas eu besoin de tirer un seul coup de feu. Pour la connaissance du pays, d'autres circonstances eussent été meilleures.

Biologiste, non violent, Basque, l'expérience d'Algérie me montre les avantages et les inconvénients de la lutte armée. Avantage initial devant l'intransigeance des dominateurs, des occupants, des colonisateurs ; inconvénients qu'une lutte trop longue donne des habitudes de violences qui se maintiennent fréquemment, une fois la liberté conquise. Combien n'a-t-on pas vu de révolutions qui pour imposer leurs idées ont sombré dans la dictature (Napoléon, Staline, Mao) ! Combien d'Etats tels la France n'ont-ils été édifiés que par la conquête !... Qu'il est difficile d'être non-violent. »

Par ailleurs, dans une interview donnée à Euskonews (n° 533 du 21-28 mai 2010), Txomin Peillen a déclaré : *« J'ai été témoin de choses très fortes pendant la guerre d'Algérie… J'avais une carte de la Croix Rouge en tant qu'infirmier chef. Des civils algériens venaient nous voir… En Algérie, j'ai vu ce qu'était la torture. Les prisonniers étaient traités comme des chiens. On nous interdisait de les soigner. C'est là que je suis devenu pacifiste. »*

Jean-Claude Larronde

La compétitivité par la qualité

Le premier Lema Eguna, en terre angloye a eu lieu ce jeudi 19 septembre, à la Maison pour Tous. Un public attentif a assisté à cette conférence-débat sur la compétitivité par la qualité. Ce thème économique d'actualité a été abordé en donnant la priorité à des exemples concrets.

Pierre Jocou, nouvel Alderdikide est un spécialiste de la question. Directeur de la Qualité chez Renault, de 1987 à 1995, expert qualité auprès de la Cour des Comptes, il a présenté un exposé didactique sur cette question. La compétitivité par la qualité est toujours dans un rapport qualité prix subtil à trouver. Il faut trouver le lien entre les envies d'un client et le prix qu'il est disposé à payer pour satisfaire ses envies. « Il est toujours possible de rajouter des gadgets, de perfectionner des voitures, qui supposent une hausse du coût et du prix. Les clients seront-ils prêts à payer la hausse de prix pour bénéficier de nouveaux services. A l'inverse la baisse de prix peut être due à un produit peu performant. Est-ce suffisant ? Il y a un travail permanent à mener pour améliorer la qualité au moindre coût. Au bout du compte, c'est la rentabilité de l'entreprise qui est en jeu ».

5 priorités

Pierre Jocou évoque 5 priorités dans l'ordre pour parvenir à une entreprise orientée vers la qualité. Le premier facteur, c'est le client. Les commerciaux de l'entreprise sont ceux qui connaissent le mieux les clients. Précisément, une entreprise tournée vers la qualité, donc vers la satisfaction du client doit faire en sorte que l'information des commerciaux ne reste pas bloquée à leur niveau mais soit diffusée dans l'ensemble de l'entreprise, à tous les niveaux et services. Le facteur suivant est celui de la rentabilité. Tous les coûts qui ne servent pas le client sont inutiles et à supprimer progressivement. Il faut retirer « la mauvaise graisse » de l'entreprise pour la muscler. Il faut également un processus de production que chacun cherche à optimiser. Le 4e facteur est celui des hommes, qui sont avant tout une ressource de l'entreprise. Actuellement, ils sont perçus comme une simple variable d'ajustement pour améliorer les comptes d'une entreprise. Le licenciement est trop souvent un élément utilisé dans une vue à court terme. Il s'agit pourtant avant tout d'un atout des entreprises par les savoir-faire, la compétence accumulée par les salariés. Il est indispensable de les faire participer au processus de production. La 5 e priorité est celle du progrès. Il faut être en permanence dans l'envie d'améliorer les choses, la qualité est toujours un but à atteindre.
Dans tous ces domaines, il y a différents outils pour progresser, il y a des sciences dures, des méthodes, un savoir-faire, des compétences acquises valables partout. Il est relativement facile d'agir dessus. Puis, il y a des sciences molles,



Intervention de M. Jocou, lors de Lema Eguna

spécifiques à chaque entreprise. Et là, c'est évidemment beaucoup plus difficile et demande beaucoup de persévérance et d'application.
M. Jocou est devenu directeur de la Qualité chez Renault, à un moment très délicat de l'entreprise. Les résultats comptables étaient catastrophiques, les produits avaient une mauvaise réputation, le président voulait « dégraisser » les soi-disant sureffectifs. Les journalistes spécialisés prévoyaient un rachat de Renault par Peugeot. Après le meurtre dramatique du président Besse, son successeur, le président Levy fixa comme priorité d'améliorer la qualité.

Le coût exhorbitant de la non qualité

Le coût de la non qualité était considérable : publicités massives, rabais obligatoires… Nous étions capables de concevoir, mais pas de faire. La main d'œuvre était démoralisée. L'entreprise n'avait plus de colonne vertébrale avec des ordres clairs et cohérents. Nous avons mis l'entreprise en ordre de marche lorsque tous les services se sont mis à travailler non pas en se satisfaisant à eux-mêmes, mais en étant dirigés vers la satisfaction du client. Et pourtant, un responsable achat sera satisfait et primé pour s'approvisionner à moindre coût. Mais s'agit-il des matériaux nécessaires ? Le service comptabilité sortira les documents demandés, mais quelle utilité s'ils sortent trop tardivement … Quel intérêt que les ouvriers continuent à produire s'ils ignorent les déficiences à améliorer ? Chacun a été responsabilisé, à partir du moment où chacun a été incité à fournir ses suggestions pour améliorer son travail, parce qu'il est le plus compétent dans son domaine. Le but n'était pas qu' *« ils travaillent davantage, mais mieux et à la limite moins. Un tel faisait trop de pas pour prendre des matériaux, un tel avait un instrument trop lourd. Très rapidement, nous avons reçu des milliers de propositions, en général remarquables ».*

Amélioration par la participation

Progressivement, Renault a amélioré ses produits, puis ses résultats comptables. Renault qui devait être racheté quelques années auparavant a fini par reprendre Nissan et s'est imposé y compris chez les Allemands.
A la question, « *avez-vous collaboré avec les coopératives de Mondragon, dont certaines sont spécialisées dans l'automobile, parce qu'elles travaillent beaucoup les sciences molles ?* », M. Jocou a répondu : « *nous avons travaillé avec ces coopératives qui nous fournissaient des produits de grande qualité. Etant du Pays Basque, j'étais très fier d'elles, mais nous n'avons pas coopéré ensemble sur ces sciences molles.* ». En fin de soirée, suite à l'exposé du travail d'Euslalit, M. Jocou a conclu la soirée, en rendant un vibrant hommage à l'industrie du Pays Basque sud : « *ce qu'ils ont réalisé et ce qu'ils réalisent est véritablement remarquable. Voilà un territoire qui a su remarquablement évoluer !* ».

Intervention de Mme Charriton dans le prochain numéro de Lema.

Manuel Valls, le Français qui parlait catalan

Malgré ses coups de mentons qui jurent dans l'establishment de la gauche française, Manuel Valls caracole en tête des sondages. Pourtant, l'homme qui étonne est prévisible avec, en ligne de mire, la présidentielle de 2017...

Si l'on excepte quelques villages gaulois et basques, Manuel Valls est populaire. Le plus populaire des ministres de l'actuel gouvernement actuel qui ne bat pourtant pas des records de popularité. Alors que le premier ministre Ayrault plafonne à 30% d'opinions favorables et le président Hollande à 23% (IFOP, sept.2013), le ministre de l'intérieur affiche 61% (l'Express, août 2013).

Un discours simple qui plaît

Non content d'être le ministre le plus populaire, il se permet, parfois, une liberté de ton qui accentue un peu plus son image de chef d'état. On l'a vu récemment avec la polémique déclenchée suite à ses paroles sur les roms: «C'est illusoire de penser qu'on règlera le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion...ils ont vocation à revenir en Bulgarie ou en Roumanie».
Encore une fois, Manuel Valls se démarque d'une gauche bien-pensante, souvent éloignée des réalités du terrain. Faisant cela, il rallie un peu plus de soutien à droite alors qu'il n'en perd que peu à gauche. Il faut dire que ses paroles claires et sèches peuvent plaire à un électorat populaire de gauche parfois tenté par le vote populiste.
Dans ses différentes prises de position, on peut parfois avoir du mal à en trouver la ou les lignes directrices. Rocardien (donc social-démocrate, à l'aile droite du PS) à ses débuts, on le retrouve dans les partisans du non à la constitution européenne en 2005 (donc plutôt du côté des souverainistes de la gauche du PS). Une curieuse prise de position pour quelqu'un qui est pourtant un «pur produit» de l'Europe: il est né en Espagne et a ensuite été naturalisé alors qu'il avait 20 ans.
Lors de la primaire socialiste pour désigner le candidat aux présidentielles en 2011, il revient à un positionnement plus « droitier » et obtient 6% des voix des militants PS. Il n'hésite d'ailleurs pas à critiquer les 35 heures, pourtant vache sacrée au PS.
Un coup à gauche, un coup à droite, mais où va Valls? Vers les prochaines élections présidentielles.
Pragmatique, il a su se rendre utile au candidat Hollande face à Martine Aubry qui lui disputait la place de candidat socialiste aux présidentielles de 2012.
Et d'utile il est devenu indispensable, au point que ses décisions ou ses prises



Manuel Valls, un destin présidentiel ?

de paroles sont prises pour argent comptant par le gouvernement.
Et l'affaire basque dans tout ça. Le cas Aurore Martin ? La collectivité territoriale du Pays basque ? A chaque fois, Manuel Valls n'a pas répondu directement à ses interlocuteurs. Il l'a fait via un journal espagnol pour la collectivité territoriale et n'a jamais reçu les représentants, pourtant élus, du Pays basque. L'expulsion d'Aurore Martin? Une affaire purement judiciaire pour le ministre de l'intérieur qui quelques temps auparavant avait pourtant été reçu en... Espagne.
Alors, sa vision du Pays basque est-elle dictée par la raison d'Etat et la nécessité de bonnes relations avec le voisin espagnol ? Ou est-ce une véritable méconnaissance des réalités du terrain ? Ou alors tout simplement une stratégie ?

Autrement dit, le ministre de l'intérieur ne joue-t-il pas avec le Pays basque ? En restant ferme avec les roms, pardon les basques, il perd des points dans l'électorat local. Mais combien en gagne-t-il auprès d'électeurs français toujours plus avides de sécurité (Ah, ces méchants basques de l'ETA !) et de certitude (la France est UNE et INDIVISIBLE).
L'on pourrait se dire que le mieux c'est encore de lui poser la question. Difficile, il est venu dans les Landes ou en Bigorre mais a loupé le panneau «Pays basque». Alors, imaginons que Manuel Valls vienne nous voir, il faudra au moins éviter une chose : l'accueil fait à Sarkozy à Bayonne. Pas très digne et puis pas question de donner du grain à moudre au ministre de l'intérieur qui ne manquerait pas de tirer des arguments supplémentaires contre « les Basques «. On pourrait imaginer une attitude de mépris. Il a refusé de rencontrer nos élus, alors nos élus ne l'accueilleront pas. Difficile à imaginer, surtout chez les élus socialistes. Une chose est certaine, la coordination d'élus devra parler d'une seule voix et lui montrer ce que le Pays basque a su faire de différent des autres (conseil des élus, de développement, office public de la langue basque...). Peut-être le catalan qui sommeille en lui (il le parle couramment en famille et est issu d'une famille nationaliste catalane !), se rappellera-t-il que l'on peut construire différemment tout en étant ouvert aux autres ?

Batxugaitz

LEMA
LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !
Euskal iritzi hilabetekaria /
Mensuel d'opinion basque
25, rue Thiers karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directeur de la Publication / Agerkariaren zuzendaria :
Beñat Oteiza b.oteiza@eaj-pnb.eu
Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
N° CPPAP 0618 P 11238